



RENCONTRE SYNDICALE LATINOAMERICAINE

suite du numéro précédent

3. FORMES ET TACTIQUES DE PENETRATION ET FONTIONNEMENT (Pénétration des multinationales dans chaque pays Latino-américain).

La domination des puissances étrangères sur nos pays sous diverses formes a été notre histoire pendant les dernières décades.

Le développement inégal des pays latino-américains et la lutte constante du peuple a conduit au fait que les puissances capitalistes recherchent leur point d'appui dans les agents et les bouc-émissaires qui leur servent d'intermédiaire afin de dominer. Ces personnes, gênées par leur incapacité à freiner la montée des masses, se sont tournée à leur tour, vers le support impérialiste afin de pouvoir contrôler leurs pays respectifs. Devant l'impossibilité d'avancer par leur propre chemin dans le développement de l'économie nationale, ils ont contribué comme personne d'autre à donner les richesses et ressources de toute l'Amérique Latine et à maintenir les formes les plus retardées dans les économies des pays respectifs, particulièrement dans le secteur agricole.

Pour garantir les intérêts des groupes transnationaux à travers leur contrôle politique et économique, ils ont monté un complexe étatal de lois et de décrets qui favorisent pour chaque cas, l'accumulation de capitaux étrangers, par la façon d'imposer aux autorités natives, des décrets qui s'orientent à empêcher les luttes des masses populaires contre la dite domination.

La législation laborale s'oriente à dévier les revendications salariales, à nier les droits de grève. Si celle-ci se produit, elle tâche d'imposer des règles de jeux qui recherchent la conciliation et l'accord entre exploités et exploitants, plutôt que de favoriser les intérêts des travailleurs.

On a établi une législation variée afin de légaliser des activités de «dumping» des marchandises étrangères, favoriser l'entrée et la sortie de capitaux ; il en est de même pour les subsides aux entreprises multinationales, l'exemption d'impôt et toute sorte d'avantages pour les intérêts transnationaux.

3.1. - Eléments de distraction.

Un programme intense de type récréationnel a été mis au point, patronné principalement par les multinationales pour les utiliser en tant qu'élément corrosif des appareils syndicaux, comme le sont les centres de tourisme, les hôtels et les centres de vacances.

Dans les entreprises, elles possèdent des groupes de gens spécialisés dans les relations humaines qui utilisent une gamme variée de techniques pour cacher aux travailleurs la réalité de l'exploitation et pour anesthésier leurs organisations.

Par là-même, elles ont des experts pour provoquer des conflits dans les entreprises quand cela apporte des bénéfices à ces intérêts et pour rompre ceux qui expriment les intérêts immédiats des travailleurs.

3.2. La tactique d'accommodation

Dans plusieurs pays d'Amérique latine, selon l'état de leur condition politique, sociales et de développement économique atteint, elles appliquent la tactique d'accommodation, qui de plus, varient selon que ces circonstances le font, et les propres intérêts du pays d'origine de la multinationale.

C'est ainsi que dans des pays ayant atteint un certain développement comme Mexique, elles ont permis qu'une petite chambre du parti en place, sous l'étiquette de la «révolution mexicaine», maintienne une dictature légale qui a permis aux multinationales l'action la plus ample sauf dans quelques aspects stratégiques, comme celui du pétrole. Dans d'autres pays, du même type que l'Argentine, le Brésil, l'Uruguay et le Chili, elles ont opérés sur la base de dictatures terroristes qui ont facilité l'agression économique la plus énorme sous le sigle de : «développement». Dans les pays de moindre développement, comme au Venezuela et en Colombie, à travers les dites «démocraties représentatives», elles ont obtenu la libre action et dans les plus attardées et les plus pauvres, elles ont installé un réseau de petits dictateurs, qui leur garantissent la dime de leur esclavage et le maintien non moins ouvert

40 P 9802

du sous-développement.

Sur le terrain économique, leur tactique s'adapte aux mêmes conditions dans chaque pays ; là où elles ont trouvé un développement économique relatif, les multinationales promeuvent au moyen des investissements directs, mixtes et au moyen de grands prêts, le progrès de l'infrastructure des services et l'installation de complexes industriels et agricoles.

3.3. Pour l'agriculture, une autre tactique

Une autre tactique a été mise en marche sous la politique impérialiste du « Food Power » (pouvoir des aliments), de ruiner la production nationale agricole et d'élevage comme c'est le cas pour le soja, le blé et le lait par le moyen du système de la provision d'excédents agricoles qui enlève toute stimulation à la production régionale et convertissent nos pays en importateurs nets des pays impérialistes.

Elles ont également utilisés la tactique qui consiste à offrir des pourcentages dans l'acquisition de produits agricoles et industriels (sucre, textiles, cotons) qui ensuite, selon les intérêts des multinationales, restreignent ou suspendent, en créant de cette façon-là, de difficultés pour les économies nationales, situation dont elles profitent pour monopoliser ces branches de la production.

Ayant pour objectif de cacher leur domination, elles ont remis aux acheteurs intermédiaires dans nos pays l'activité commerciale de l'exportation, sous un système rigide de bas prix, pour leur mise sur les marchés et leur commercialisation dans les pays des « casas madres » (maisons mères) ou leur retour aux pays d'origine en tant que matières premières à des prix élevés.

3.4. La subtilité des prêts

En se rapportant aux besoins de capital des pays ayant atteint un certain développement, la banque, les institutions financières et les compagnies financières et de sécurité, qui à travers des programmes de crédit, absorbent de plus en plus les entreprises d'origine nationale ou en promouvant pour leur propre compte ou en association avec des intermédiaires nationaux de nouvelles entreprises. Par là-même, étant donné la puissance atteinte par ces banques, elles canalisent une bonne partie des ressources du capital des banques nationales pour leur propre bénéfice.

En s'appuyant sur l'Etat, elles promeuvent des programmes dont les ressources mixtes pour l'ouverture de nouvelles entreprises que pour un processus de maturation et d'acclimatation finalement elles tombent sous leur contrôle avec leur politique de « l'inefficacité du secteur étatal ».

3.5. La technologie, arme à double tranchant

Le moyen de la technologie, la plus moderne, des systèmes automatiques de compteurs sont utilisés comme tactique, pour connaître à fond l'état réel des entreprises et pour les absorber dans leurs moments les plus difficiles.

3.6. Toujours contre les travailleurs

En cas de conflits, les multinationales s'appuient mutuellement, en augmentant par exemple dans une ou plusieurs de leurs filiales dans d'autres endroits.

Toujours motivées par le bénéfice, elles ouvrent ou ferment des usines là où il leur est le plus facile de surexploiter la force de travail.

Elles promeuvent un réseau de dirigeants ouvriers aristocrates, qui, par divers mécanismes et en comptant avec l'appui gouvernemental des patrons, elles essaient de contrôler le mouvement syndical.

Les salaires payés dans les pays développés ont une différence marquée avec ceux des pays pauvres. Ainsi, dans le secteur manufacturier en 1970 on pouvait observer cette différence :

USA : 3.84 Dl.	Brésil : 0.54
Angleterre : 1.54	México : 0.47
France : 1.81	Colombie : 0.51

3.7. D'autres tactiques

Elles manipulent les plans nationaux de développement à travers les techniques, les systèmes de financement de ces plans, en provoquant un développement en accord avec les intérêts des multinationales et non avec les besoins de nos pays.

Une autre tactique a été celle de rendre favorable et de s'appuyer sur les contradictions entre pays limitrophes pour des problèmes de frontières afin de rompre l'unité des pays opprimés, et pour développer leur vente d'armes.

Avec la même tactique de dissimulation déjà mentionnée elles ont promu depuis les files des multinationales au Canada, en Europe et au Japon, l'investissement et le contrôle en la faisant paraître comme originaire de ces pays et avec cela, la possibilité de que l'on parle d'un moindre degré de dépendance des monopoles nord-américains.

Dans l'ensemble du monde, le système multinational nord-américain se heurte à une résistance de plus en plus forte, car les peuples opprimés du monde entier sont en train de s'affronter à l'empire qui se trouve à la défensive à tous les niveaux. Cela déploie des possibilités plus grandes dans la stratégie de libération des peuples opprimés.

L'histoire a démontré qu'une des principales caractéristiques de l'impérialisme est le partage du monde entre les grandes puissances capitalistes, réalité qui ne peut être ignorée au présent par les ouvriers, paysans et personnes progressistes des pays dépendants. Cette situation de dépendance vis-à-vis des multinationales doit mettre nos peuples en garde afin qu'ils concentrent leurs efforts et qu'ils atteignent la plus grande unité dans la lutte nationale pour sauvegarder leur indépendance et conquérir une vraie libération.

4. QUELQUES CONSEQUENCES DE L'INTERVENTION DES MULTINATIONALES DANS NOS PAYS

4.1. La politique de l'emploi

La présence des multinationales signifie qu'il y a une disproportion entre le capital investi et les possibilités d'emploi. Il s'agit de la tendance à laquelle nous faisons référence ci-dessus lorsque l'on signalait que l'imposition d'haute technologie signifiait économiser sur la main d'œuvre. En Argentine, par exemple, entre 1955 et 1974, les entreprises étrangères ont assuré 40% de l'accroissement de l'industrie, mais seulement 7% de celui de l'emploi. Au Brésil, entre 1966 et 1970, la part des multinationa-

les dans l'industrie de transformation n'a augmenté l'emploi que de 1.8%, tandis que la production s'est accrue de 6%. Bref, les firmes multinationales ne parviennent, dans le meilleur des cas, à assurer que 10% de l'emploi industriel dans les pays où elles se placent. C'est dire qu'elles ne favorisent, dans aucun cas, l'occupation ; au contraire, elles provoquent le chômage, et les conséquences que l'on connaît.

4.2. La politique de l'exportation

Les firmes multinationales spécialisées dans les activités d'extraction s'installent sur les gisements importants, où l'on demande une haute technologie. Leurs activités, en plus, s'orientent vers l'exportation des matières premières après une première transformation. Mais le fait que les multinationales fournissent leurs articles principalement aux marchés internes des pays où elles sont installées, n'a pas encore changé ; et le coefficient d'exportation est minimum. De toute façon, si l'on compare les coefficients d'exportation, celui des firmes multinationales est supérieur à celui des entreprises locales (2.8% contre 2.6%). Il faut remarquer, par contre, que, bien qu'il y ait marginalité des exportations des multinationales du secteur manufacturier, il y a aussi une forte concentration au niveau des branches de la production.

Une autre forme d'opération des multinationales est la fabrication de différents composants d'un produit quelconque dans des pays distincts. Cela a été découvert après une recherche dans la production des branches industrielles non électriques au Brésil.

4.3. La politique des salaires

Les salaires que payent les multinationales sont supérieurs d'environ 60% à ceux des autres entreprises. Cela a conduit à constituer une couche de travailleurs ayant un grand écart par rapport aux autres, avec les conséquences qui s'en dégagent, puisque l'organisation devient difficile, et la coïncidence des intérêts entre les travailleurs n'existe plus. Les salaires plus élevés que payent les multinationales sont compensés par la plus grande productivité qu'elles atteignent. Un exemple : au Mexique, il y a une différence de productivité favorable aux firmes multinationales qui compense justement la différence des salaires favorable aux firmes locales, de sorte que la partie des salaires dans la valeur ajoutée n'est supérieur que de 20% dans les firmes « nationales » par rapport aux multinationales.

4.4. Les effets sur la consommation

Les firmes multinationales produisant des biens de consommation développent une politique commerciale agressive afin d'imposer leurs produits, accompagnée d'une campagne idéologique pour créer des besoins, et l'on finit par remplacer le jus de fruit par le Coca-Cola, le Pepsi-Cola ou le Seven-Up ; la nourriture faite à la maison pour nos enfants, par des laits en poudre comme « Pélargon », « Nestogéno », « Nan » ; nous utilisons des produits cosmétiques Revlon, H. Curtis, ou Avon ; nous communiquons à travers l'ITT ; nous faisons la comptabilité avec des machines IBM et nous dansons au rythme des disques CBS ou RCA.

5. LA CRISE CAPITALISTE ET LE ROLE DES MULTINATIONALES EN AMERIQUE LATINE

L'étape d'expansion économique expérimentée par les pays capitaliste centraux s'est terminée en 1968. Les indicateurs qu'auparavant montraient la croissance économique, sont changés par ceux qui montrent maintenant l'inflation, la récession, le chômage, les déficits de la balance de paiement, l'affrontement entre les pays impérialistes. Les phénomènes ci-dessus ne sont pas seulement présents d'une manière simultanée, mais ils s'approfondissent dans leur intensité. Et en 1973, le monde capitaliste s'est enfoncé dans une crise qui n'a qu'un précédent similaire, celle de 1930.

La baisse relative des profits des entreprises multinationales est la cause d'une lutte entre elles, où les pays sous-développés de l'Amérique latine et en général ceux du dit Tiers Monde sont ceux qui doivent porter le poids de la crise. Mais, tant que les bourgeoisies ne veulent pas supporter la diminution des bénéfices, due au coût plus élevés des biens de capital, ce qu'elles font est transporter la crise dans nos pays.

Les multinationales dont le centre des opérations se trouve dans les pays les plus industrialisés, comme l'Allemagne, le Japon et les Etats-Unis, commencent à utiliser toute sorte de moyens pour protéger leurs marchés et leurs gains.

5.1. Un nouveau modèle d'accumulation des multinationales

Les entreprises multinationales déploient des modèles d'accumulation qui leur permettent de compenser leurs pertes. A cet effet, elles prônent « un monde plus intégré » afin que l'accumulation ne trouve pas d'obstacles dans les frontières et le nationalisme.

La mise en marche de ce modèle entraîne nombre d'exigences, depuis des politiques du travail, jusqu'à la diminution et gélée des salaires, les dévalorisations monétaires (le Pérou, par exemple), la hausse des prix des articles de base, des licenciements massifs d'employés de l'Etat, etc., afin de rendre plus facile la pénétration impérialiste particulièrement du capital yankee, et limiter ainsi la participation du secteur étatique dans les économies des différents pays ; en plus d'autres mesures qui bénéficient à la bourgeoisie impérialiste et aux bourgeoisies nationales associées. Dans cette perspective, l'Etat est utilisé comme élément aidant à l'acquisition d'une plus grande plus-value, au biais d'une politique économique qui favorise une meilleure organisation et que rend plus dynamiques les circuits de reproduction du capital. On lui fait assumer, par exemple, les activités les moins rentable et où l'on risque le plus (énergie électrique, construction de route, infrastructure, en général). En outre, avec ces mesures, elles font faire faillite aux petits et moyens entrepreneurs qui succombent à cause de l'avance des multinationales. Toutes ces propositions et ces plans peuvent être présentés à travers des négociations directes entre ces firmes et les gouvernements locaux, ou bien cela peut parvenir par l'intermédiaire d'organismes internationaux, tels que le FMI, le BID, BIRF, BCIE, etc., ou de tous ensemble à l'aide des « conseils » ou des crédits.

5.2. Ingérence politique et idéologique

Pour réaliser son projet dans les différents pays, l'impérialisme opère de plusieurs manières, visant le contrôle du pouvoir politique et économique. D'un côté, les multinationales contraignent les gouvernements des pays sous-développés à acquiescer des prêts et accepter leurs conditions (BID, BIRF, AID), et les étouffent économiquement. D'un autre côté, elles s'associent aux bourgeoisies nationales jusqu'à ce que celles-ci puissent contrôler des gouvernements et organisations politiques qui représentent et défendent fidèlement leurs intérêts.

Les multinationales exercent aussi un contrôle sur des organisations des travailleurs afin d'empêcher la prise de conscience des opprimés. Dans ce sens, dans nos pays existent des organisations syndicales patronales directement liées aux institutions impérialistes telles que l'IADSL, ou d'organisations comme l'ORIT. Mais, en plus, elles promotionnent des mécanismes de domination idéologique dont le but est d'imposer des valeurs qui perpétuent les schémas de domination, par exemple, l'individualisme, le profit comme la base éthique de la société, le besoin aveugle de consommation. Tout cela à travers l'éducation, la publicité, les mass media, etc.

6. QUELQUES CONCLUSIONS SUR LES EFFETS DES MULTINATIONALES

6.1. L'internationalisation du capital et le contrôle mondial qu'exercent les firmes multinationales sur les économies est l'expression actuelle de l'impérialisme. Ceci, internationalise aussi la participation politique du mouvement ouvrier et oblige à coordonner ses luttes pour répondre d'une façon unitaire aux agressions du capital (3).

6.2. La remise de plus en plus croissante des richesses nationales et de ressources de toute sorte au capital multinational. A cet effet, l'impérialisme articule des modèles de domination et de contrôle politique qui favorisent la multiplication de ses bénéfices : des lois anti-ouvrières, suppression des impôts, le manque de contrôle pour l'entrée des capitaux étrangers, des avantages au secteur bancaire pour le contrôle des capitaux nationaux, participation dans l'infrastructure, etc. Ces modèles de domination se caractérisent par la présence des bourgeoisies intermédiaires, représentantes du capital international, qui peu à peu s'éloignent des intérêts de leurs pays et deviennent des bourgeoisies dépendantes et pro-impérialistes.

6.3. Face à la crise impérialiste de l'année 1973, se prolongeant jusqu'à 1975, l'impérialisme a développé des nouvelles formes d'accumulation dont la base était le profit des multinationales et la surexploitation de nos peuples. A partir de là, s'est constituée une nouvelle division internationale du travail, où nos pays n'accomplissent pas seulement le rôle d'exportateurs de matières premières, mais aussi celui de pays « industrialisés », car les multinationales se servent des ressources naturelles et des conditions particulières de chaque pays (l'infrastructure, par exemple) pour dresser des industries intermédiaires orientées vers l'exportation au marché international ; tandis que dans

les métropoles capitalistes se concentre la haute technologie, l'industrie cybernétique, etc. Dans ce sens, la politique des droits de l'homme de Mr. Carter — dans le cadre de la politique de la Trilatérale — ne cherche qu'à créer des conditions de stabilité aux multinationales, en dressant des démocraties restreintes dont le fond répressif et anti-populaire se cache derrière le maintien des certaines libertés, afin d'éviter des révoltes violentes dans le peuple.

7. LA SITUATION DE LA CLASSE OUVRIERE ET SES ALTERNATIVES

L'exploitation capitaliste dominante dans les pays de l'Amérique latine, fondée sur la propriété privée des moyens de production, frappe directement la classe travailleuse. L'incapacité du système capitaliste, les oligarchies nationales, les propriétaires fonciers, les grandes compagnies nationales et étrangères, sont à l'origine de la misère et l'injustice sociale qui opprime nos peuples, et sont aussi la cause de l'analphabétisme et de l'exploitation des masses travailleuses urbaines et rurales.

A la grave crise économique du système capitaliste qui se répercute dans les régimes politiques des pays soumis au système, il faut ajouter l'intromission néfaste de l'impérialisme yankee dans les principales sources de richesses naturelles dans chacun de nos pays, dans le commerce

l'industrie, la minéralogie, etc. Bref, dans la domination des instruments et moyens de production et dans l'état de misère et abandon des masses ouvrières et paysannes (4).

Il est nécessaire d'en finir avec l'exploitation que subissent les majorités en orientant dûment l'action revendicative et le programme des principes de classe, en gardant une complète indépendance syndicale et politique vis-à-vis des gouvernements et de leurs partis politiques, en menant une lutte honnête et conséquente avec les intérêts légitimes de la classe ouvrière et des travailleurs en général.

Pour cela, il est nécessaire de pousser et développer l'unité et la solidarité entre tous les travailleurs latino-américains et du monde entier. La lutte solidaire pour les transformations structurelles des pays exploités est le meilleur moyen d'action des masses salariées contre l'impérialisme, les multinationales et leurs alliés dans tous les pays. Cette lutte doit aller aussi contre le néo-colonialisme, pour la paix active entre les peuples, pour l'égalité des droits entre les États, pour le développement de toutes les nations du monde contre les pays agresseurs et pour que les peuples puissent exercer complètement leur droit à la souveraineté et l'indépendance nationale.

Dans ce but, les organisations syndicales indépendantes, qui ont assisté à cette première Rencontre, à Quito, Equateur, projettent la défense des intérêts économiques, sociaux et culturels des travailleurs de nos pays, à côté du reste des organisations populaires et classistes qui luttent pour les mêmes intérêts. Cela nous amène à tenir une étroite coordination entre nous et nos actions, comme un outil décisif afin de conquérir l'émancipation en tant que classe et la transformation politique, sociale, économique et culturelle des sociétés où nous vivons, pour assurer définitivement la justice sociale, la liberté, la paix, le bien-être et la solidarité continentale des travailleurs et de nos peuples.